



RCS : ST ETIENNE

Code greffe : 4202

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ST ETIENNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

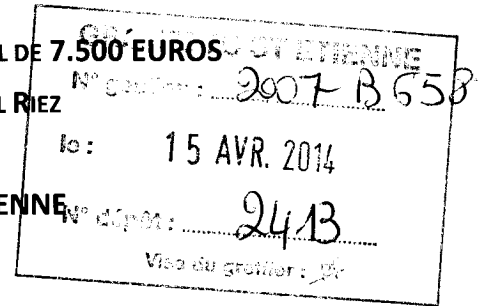
Numéro de gestion : 2007 B 00658

Numéro SIREN : 499 261 147

Nom ou dénomination : FITMOOVE

Ce dépôt a été enregistré le 15/04/2014 sous le numéro de dépôt 2413

SARL FITMOOVE
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE AU CAPITAL DE 7.500 EUROS
SIEGE SOCIAL : RUE DU COLONEL RIEZ
FIRMINY (LOIRE)
499 261 147 RCS SAINT ETIENNE



PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

EN DATE DU 14 MARS 2014

Le 14 mars 2014, à 14 heures 30, les associés se sont réunis au siège social, en assemblée générale extraordinaire, sur convocation faite par la gérance.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émarginée par chaque associé entrant en séance.

Sont présents ou représentés	Nombre de parts	Présent(s) ou Représentés
-Mademoiselle Vanessa ROUME, propriétaire de	150	150
-Madame Martine VALLA, propriétaire de.....	150	150
-Monsieur Nadir BENKHOUIDEM, propriétaire de.....	450	450
	-----	-----
Total égal à	750	750

soit un total de 750 parts
sur les sept cent cinquante (750) parts composant le capital social.

Mademoiselle Vanessa ROUME préside la séance en qualité de gérante associée.

Elle rappelle qu'en application des statuts de la société :

- les délibérations de l'assemblée générale ordinaire, ayant pour but de statuer notamment sur toutes les questions autres que celles emportant modification des statuts, sont valablement prises si elles sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales,
- les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire, sont valablement prises si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts sociales et prises à la majorité des deux tiers au moins des parts sociales détenues par les associés présents ou représentés,
- En outre, toutes les cessions de parts sociales ne peuvent avoir lieu qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

RV
MC
BN

Elle constate, en conséquence, que l'assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

La Présidente dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- la feuille de présence à l'assemblée ;
- le rapport de la gérance à l'assemblée ;
- le texte des résolutions proposées ;
- les statuts de la société ;
- le projet des statuts mis à jour.

Elle déclare que ces mêmes pièces ont été mises à la disposition des associés plus de quinze jours avant la date de la présente assemblée et que ces derniers ont eu la possibilité de poser, pendant ce même délai, toutes questions à la gérance, ce dont l'assemblée lui donne acte.

Puis, Madame la Présidente rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- Autorisation de cession de parts sociales au profit d'un associé ;
- Correction d'une erreur matérielle - renumérotation des parts
- Extension de l'objet social ;
- Modifications corrélatives des statuts, sous réserve de la réalisation définitive de la cession de parts sociales ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

Madame la Présidente donne ensuite lecture du rapport de la gérance et ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, elle met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, et avoir rappelé que Madame Martine VALLA, envisage de céder la totalité des 150 parts qu'elle détient dans la société à Monsieur Nadir BENKROUIDEM, déjà associé, moyennant le prix global de 2.000 €, décide d'autoriser ladite cession, conformément à l'article 11 des statuts de la société.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, sur la proposition de la gérance et après avoir entendu la lecture de son rapport, prend acte que, suite à une erreur matérielle, il a été indiqué à l'article HUIT – CAPITAL SOCIAL des statuts de la société que Monsieur Nadir

RJ
BN Me

BENKROUIDEM détenait 500 parts alors qu'ensuite des souscriptions et des cessions intervenues au sein de la société, il en détient 450.

L'assemblée générale décide en conséquence, de rectifier cette erreur matérielle et de numéroté ainsi qu'il suit les parts détenus par les associés :

– **Mademoiselle Vanessa ROUME,**

150 parts, numérotées de 1 à 150, ci : 150 parts

– **Madame Martine VALLA,**

150 parts, numérotées de 151 à 300, ci : 150 parts

– **Monsieur Nadir BENKROUIDEM,**

450 parts, numérotées de 301 à 750, ci : 450 parts

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, sur la proposition de la gérance et après avoir entendu la lecture de son rapport, décide d'étendre l'objet de la société, aux activités suivantes :

- L'acquisition, la propriété, la gestion, l'administration, l'exploitation par bail ou autrement, l'affectation en copropriété s'il y a lieu et la mise en valeur par toute manière même par l'édification de toutes augmentations et constructions nouvelles, la disposition, l'aliénation, vente ou apport en société, de tous les immeubles et droits immobiliers et mobiliers composant son patrimoine ;
- la participation de la société dans toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances ou sociétés en participation ou autrement ;

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent et sous réserve de la réalisation de la cession de parts objet de la première résolution, l'assemblée générale décide de modifier les articles 2, 7 et 8 des statuts les statuts de la société à compter de la date de réalisation de la présente cession de parts sociales, ainsi qu'il suit :

"ARTICLE DEUX – OBJET

La société a pour objet:

- *Centre de mise en forme, salle de gymnastique, musculation, aérobic, danse moderne et toutes activités sportives et de loisirs, de détente et de relaxation, vente de*

RN
BN
He

protéines, de produits énergétiques, diététiques, boissons non alcoolisées à consommer sur place, petite restauration,

- Salon de coiffure, d'esthétique et d'onglerie,
- Animation de soirée au profit des adhérents,
- Vente de parfum et de soins cosmétiques,
- Soins de corps,
- L'acquisition, la propriété, la gestion, l'administration, l'exploitation par bail ou autrement, l'affectation en copropriété s'il y a lieu et la mise en valeur par toute manière même par l'édification de toutes augmentations et constructions nouvelles, la disposition, l'aliénation, vente ou apport en société, de tous les immeubles et droits immobiliers et mobiliers composant son patrimoine ;
- la participation de la société dans toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances ou sociétés en participation ou autrement ;

Pour réaliser cet objet, la société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature qu'ils soient, dès lors qu'ils contribuent ou peuvent contribuer, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités ci-dessus définies, ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux, industriels ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

ARTICLE SEPT : HISTORIQUE DU CAPITAL SOCIAL

Les alinéas 1, 2 et 3 demeurent sans changement.

Il est rajouté un quatrième alinéa rédigé comme suit :

4°) Par acte sous seings privés en date à SAINT ETIENNE (Loire) du 14 mars 2014, Madame Martine VALLA a cédé 150 parts sociales à Monsieur Nadir BENKROUIDEM.

ARTICLE HUIT- CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (7.500 €)**.

Il est divisé en **SEPT CENT CINQUANTE (750)** parts sociales de **DIX EUROS (10€)** de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 750, **entièrement libérées**, réparties entre les associés de la manière suivante, savoir :

- **Mademoiselle Vanessa ROUME**,
à concurrence de 150 parts, numérotées de 1 à 150, ci : 150 parts 
- **Monsieur Nadir BENKROUIDEM**,
à concurrence de 600 parts, numérotées de 151 à ~~600~~ ⁷⁵⁰, ci : 600 parts

Total : **SEPT CENT CINQUANTE** parts, ci : 750 parts 

Les associés déclarent que les **SEPT CENT CINQUANTE (750)** parts composant le capital social sont intégralement libérées et qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées.


 ^{Me}

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur des présentes ou d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

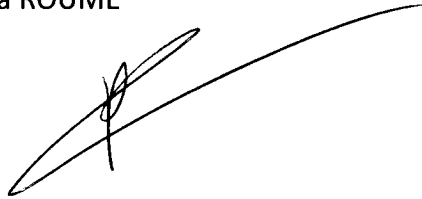
CLOTURE

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

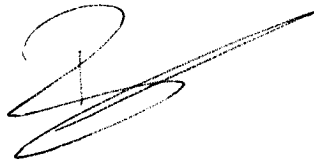
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès verbal qui, après lecture, a été signé par la gérance, la présidente de séance et les associés.

Signatures :

Mademoiselle Vanessa ROUME



Monsieur Nadir BENKROUIDEM



Madame Martine VALLA



RW
Mc BN

Enregistré à : SIE DE SAINT-ETIENNE SUD POLE ENREGISTREMENT

Le 09/04/2014 Bordereau n°2014/570 Case n°13

Ext 3388

Enregistrement : 25 €

Pénalités :

Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

L'Agent des impôts

Evelynne
Agent des Impôts

GREFFE TO ST E ETIENNE

N° gestion :

207 B 658

15 AVR. 2014

N° dépôt : 2413

Visa du greffier :

ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- **Madame Martine VALLA**, née le 1^{er} juin 1964, à FIRMINY (42700), de nationalité française,
Et
- **Monsieur Lucien CADDEO**, né le 08 octobre 1962 à MACON (71870), de nationalité française,
Mariés sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage établi préalablement à leur union célébrée à la Mairie de FIRMINY (42700), le 01 août 1987 ; régime non modifié depuis,
Demeurant ensemble au CHAMBON FEUGEROLLES (42500) 15, rue de Cotatay,

Ensemble ci-après désignés, par «**LE VENDEUR**»
d'une part,

Et

- **Monsieur Nadir BENKROUIDEM**, né le 15 septembre 1972, à CHLEFF (Algérie), de nationalité algérienne
Demeurant à **PONT SALOMON (43330) La Meane**
Célibataire, n'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité, ainsi qu'il le déclare expressément ;

Ci-après désigné, par «**L'ACHETEUR**»
d'autre part,

- **Mademoiselle Vanessa ROUME**, née le 13 mars 1981, à SAINT ETIENNE (42000), de nationalité française,
Demeurant à **PONT SALOMON (43330) La Meane**
Célibataire, n'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité, ainsi qu'elle le déclare expressément ;

Ci-après désignée, par «**L'INTERVENANT**»
d'autre part,

LC
HK
BN

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La société « **FITMOOVE** » est une Société à Responsabilité Limitée au capital de 7.500 €, dont le siège social est à **FIRMINY (42700) Rue du Colonel Riez**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SAINT ETIENNE sous le numéro 499 261 147.

Cette société a été constituée par acte sous seings privés en date à SAINT ETIENNE (Loire) du 17 juillet 2007.

Elle a pour principal objet :

- Centre de mise en forme, salle de gymnastique, musculation, aérobic, danse moderne et toutes activités sportives et de loisirs, de détente et de relaxation, vente de protéines, de produits énergétiques, diététiques, boissons non alcoolisées à consommer sur place, petite restauration,
- Salon de coiffure, d'esthétique et d'onglerie,
- Animation de soirée au profit des adhérents,
- Vente de parfum et de soins cosmétiques,
- Soins de corps.

Le capital de cette société qui s'élève à **SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (7.500)** est divisé en **SEPT CENTS CINQUANTE (750)** parts sociales de **DIX EUROS (10 €)** de valeur nominale chacune, **entièrement libérées et réparties** entre les associés de la manière suivante :

- **Mademoiselle Vanessa ROUME**,
150 parts, numérotées de 1 à 150, ci : 150 parts
- **Madame Martine VALLA**,
150 parts, numérotées de 151 à 300, ci : 150 parts
- **Monsieur Nadir BENKROUIDEM**,
450 parts, numérotées de 301 à 750, ci : 450 parts

Mademoiselle Vanessa ROUME occupe les fonctions de gérante de la société.

L'article 11 des statuts de la société stipulent que les parts sociales ne peuvent être cédées, y compris entre associés, qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 CESSION DE PARTS SOCIALES

Par les présentes, le **VENDEUR**, en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires et de droit en pareille matière, cède à l'**ACHETEUR**, qui accepte, **CENT CINQUANTE (150)** parts sociales, numérotées de 151 à 300, qu'il détient dans le capital de la société **FITMOOVE**.

LC² AN
MC BN

ARTICLE 2 PRIX DE CESSION DES PARTS

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix global de **DEUX MILLE EUROS (2.000 €)**, soit **TREIZE EUROS ET TRENTE TROIS CENTIMES (13,33 €)** par part, payé comptant au moyen d'un chèque de pareil montant remis à l'instant même par l'**ACHETEUR** au **VENDEUR**, qui en consent bonne et valable quittance sous réserve de l'encaissement.

ARTICLE 3 ORIGINE DE PROPRIETE

Le **VENDEUR** déclare que les 150 parts sociales, de 10 € de valeur nominale chacune, objet de la présente cession, lui appartiennent pour les avoir souscrites lors de la constitution de la société « **FITMOOVE** », en date du 17 juillet 2007, et libérées par apport en numéraire d'une somme de 1.500 €.

ARTICLE 4 INTERVENTION DE MADemoiselle VANESSA ROUME

Mademoiselle Vanessa ROUME et **Monsieur Nadir BENKROUIDEM**, ci-dessus désignés, déclarent et reconnaissent que les fonds nécessaires au règlement du prix d'acquisition sont la propriété exclusive de **Monsieur Nadir BENKROUIDEM**, que ce dernier a réalisé la présente acquisition pour son propre compte, et que les parts sociales objet des présentes demeureront donc sa propriété exclusive.

ARTICLE 5 ENTREE EN JOUISSANCE

L'**ACHETEUR** aura la jouissance des parts cédées à compter de ce jour, et percevra tous produits qui y sont attachés et qui pourront être distribués à compter de ce jour.

ARTICLE 6 GARANTIES

La présente cession est réalisée sans qu'aucune garantie d'actif ou de passif ne soit consentie par le **VENDEUR**.

Le prix stipulé ci-dessus tient compte de cette absence de garantie.

L'**ACHETEUR** se déclare informé des conséquences de cette absence de garantie et décharge le rédacteur des présentes de toute responsabilité à ce titre.

ARTICLE 7 COMPTE COURANT D'ASSOCIE

Le **VENDEUR** déclare n'être titulaire à l'encontre de la société d'aucune créance de quelque nature que ce soit.

ARTICLE 8 DECLARATIONS

Le VENDEUR déclare :

- Que les mentions relatives à son état civil sont exactes et qu'il dispose de sa pleine capacité civile pour s'engager aux présentes ;
- Qu'il ne fait pas l'objet d'une procédure de surendettement, de rétablissement personnel ou de liquidation judiciaire ;
- Que la société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiement, redressement ou liquidation judiciaire ;
- Que la présente cession n'est pas en contravention avec les engagements souscrits par la société « **FITMOOVE** » et susceptible de remettre en cause la validité ou l'exécution des conventions qui auraient été conclues par cette société ;
- Que les parts cédées ne font l'objet d'aucun nantissement, empêchement quelconque ou autre restriction au droit de propriété, notamment en application d'une convention soumettant la présente cession à l'agrément préalable d'un tiers ;
- Qu'il a été averti par le rédacteur des présentes, que la perte de la qualité d'associé consécutive à une cession de parts sociales n'entraînait pas la déchéance des cautionnements antérieurement consentis, ni la résiliation des contrats d'assurances décès souscrits sur sa tête au profit de la société ;
- Qu'à ce jour, il ne s'est constitué caution de la société vis-à-vis de quiconque des contrats et n'a souscrit sur sa tête aucune assurance décès au profit de cette dernière ;

L' ACHETEUR déclare :

- Que les mentions relatives à son état civil sont exactes et qu'il dispose de sa pleine capacité civile pour s'engager aux présentes ;
- Qu'il ne fait pas l'objet d'une procédure de surendettement, de rétablissement personnel ou de liquidation judiciaire ;

ARTICLE 9 AGREMENT DE LA CESSION ET MODIFICATIONS STATUTAIRES

Suivant décisions de l'assemblée générale en date de ce jour, la collectivité des associés a décidé :

- d'autoriser la cession par Madame Martine VALLA de la totalité des 150 parts sociales qu'elle possède dans la société « **FITMOOVE** » au profit de Monsieur Nadir BENKROUIDEM, déjà associé ;
- de corriger une erreur matérielle sur la numération des parts et de numéroté les parts de la société ;
- d'étendre l'objet social de la société ;
- et de modifier les statuts de la société à compter de la date à laquelle la présente cession de parts aura été rendue opposable à la société.

4
lc RL
HE BN

ARTICLE 10 FORMALITES

L'**ACHETEUR** devra se conformer aux dispositions légales et statutaires afin de rendre la présente cession opposable à la société.

Les associés délèguent tous pouvoirs au porteur des présentes ou d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

ARTICLE 11 FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de l'**ACHETEUR** qui s'y oblige.

Toutefois, les frais et honoraires concernant la modification des statuts sont à la charge de la société.

ARTICLE 12 ENREGISTREMENT

Les parties soussignées affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

Les soussignés déclarent que la société dont les parts sont présentement cédées est assujettie à l'Impôt sur les Sociétés.

Les soussignés déclarent que les parts présentement cédées sont représentatives d'apport en numéraire.

Il est précisé que la société n'est pas à prépondérance immobilière au sens de l'article 725 du Code général des Impôts.

Il sera perçu un droit de 3 % liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23.000 € et le nombre total de parts de la société.

En conséquence, la valeur après application de l'abattement servant à la liquidation des droits d'enregistrement est la suivante :

$$2.000 - [23.000 \times (150 / 750)]$$

Il sera donc appliqué un droit fixe d'enregistrement de 25 €

Le⁵ RNF
Me BN

Signatures :

Fait à FIRMINY (Loire), le 14 mars 2014

En CINQ (5) originaux, dont un pour chaque partie, un pour la société, un pour l'enregistrement, un pour le greffe du tribunal de commerce.

Le VENDEUR

Madame Martine VALLA,



Monsieur Lucien CADDEO



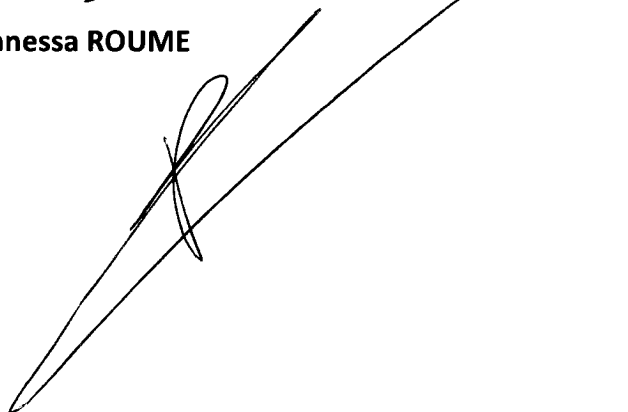
L'ACHETEUR

Monsieur Nadir BENKROUIDEM



INTERVENANT

Mademoiselle Vanessa ROUME



6
LC
Me BN
RV

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE SAINT ETIENNE
N° greffe : 2007 B 653
le : 15 AVR. 2014
N° dépôt : 2413
L'officier : [signature]

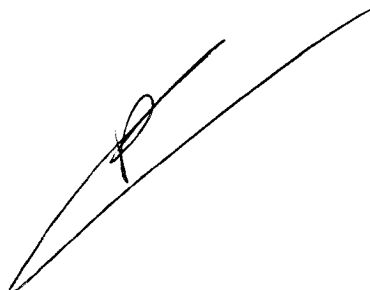
SARL FITMOOVE
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE AU CAPITAL DE 7.500 EUROS

SIEGE SOCIAL : RUE DU COLONEL RIEZ
FIRMINY (LOIRE)
499 261 147 RCS SAINT ETIENNE

STATUTS

Mis à jour suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire
et à la cession de parts sociales en date du 14 mars 2014

Pour copie certifiée conforme
La Gérante
Mademoiselle Vanessa ROUME



S T A T U T S

ARTICLE PREMIER - FORME :

Par acte sous seing privé en date à Saint Etienne (Loire) du 17 juillet 2007, il a été constitué une société à responsabilité limitée au capital de 7 500 euros.

ARTICLE DEUX - OBJET :

La société a pour objet:

- Centre de mise en forme, salle de gymnastique, musculation, aérobic, danse moderne et toutes activités sportives et de loisirs, de détente et de relaxation, vente de protéines, de produits énergétiques, diététiques, boissons non alcoolisées à consommer sur place, petite restauration,
- Salon de coiffure, d'esthétique et d'onglerie,
- Animation de soirée au profit des adhérents,
- Vente de parfum et de soins cosmétiques,
- Soins de corps,
- L'acquisition, la propriété, la gestion, l'administration, l'exploitation par bail ou autrement, l'affectation en copropriété s'il y a lieu et la mise en valeur par toute manière même par l'édification de toutes augmentations et constructions nouvelles, la disposition, l'aliénation, vente ou apport en société, de tous les immeubles et droits immobiliers et mobiliers composant son patrimoine ;
- la participation de la société dans toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances ou sociétés en participation ou autrement ;

Pour réaliser cet objet, la société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature qu'ils soient, dès lors qu'ils contribuent ou peuvent contribuer, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités ci-dessus définies, ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux, industriels ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

ARTICLE TROIS - DENOMINATION :

La dénomination de la société est :

FITMOOVE

Lors de la constitution de la société, elle était dénommée MOOVE IN. Elle a été modifiée par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 5 octobre 2007.

Cette dénomination devra toujours être précédée ou suivie :

- De la mention "Société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L."
- De l'énonciation du montant du capital.

- De l'indication du siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée à titre principal au R.C.S.
- Du numéro d'immatriculation de la société au R.C.S.

ARTICLE QUATRE - SIEGE SOCIAL :

Le siège social est fixé à :

**(42700) FIRMINY
RUE DU COLONEL RIEZ**

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision de la gérance et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE CINQ - DUREE :

La société est constituée pour une durée qui expirera le :

31 DECEMBRE 2105

La société pourra être prorogée ou dissoute de façon anticipée par décision extraordinaire des associés.

ARTICLE SIX - EXERCICE SOCIAL :

L'année sociale commence le 1^{er} AOUT

et finit le **31 JUILLET** de l'année suivante.

Exceptionnellement, le premier exercice social couvrira la période courue depuis la constitution de la société jusqu'au 31 JUILLET 2008.

ARTICLE SEPT - HISTORIQUE DU CAPITAL

1°) Lors de la constitution de la société, il a été effectué les apports suivants :

- | | |
|---|--------------|
| - Monsieur Ali BENKROUIDEM, la somme de | 2 250 euros. |
| - Mademoiselle Vanessa ROUME, la somme de | 2 250 euros. |
| - Madame Martine VALLA, la somme de | 1 500 euros. |
| - Monsieur Nadir BENKROUIDEM, la somme de | 1 500 euros. |

2°) Par acte sous seing privé en date à Saint Etienne (Loire) du 27 septembre 2007, Mademoiselle Vanessa ROUME a cédé 75 parts sociales à Monsieur Nadir BENKROUIDEM.

3°) Par acte sous seing privé en date à Firminy (Loire) du 7 novembre 2008, Monsieur Ali BENKROUIDEM a cédé 225 parts sociales à Monsieur Nadir BENKROUIDEM.

4°) Par acte sous seings privés en date à SAINT ETIENNE (Loire) du 14 mars 2014, Madame Martine VALLA a cédé 150 parts sociales à Monsieur Nadir BENKROUIDEM.

ARTICLE HUIT- CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (7.500 €)**.

Il est divisé en **SEPT CENT CINQUANTE (750)** parts sociales de **DIX EUROS (10€)** de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 750, **entièrement libérées**, réparties entre les associés de la manière suivante, savoir :

- **Mademoiselle Vanessa ROUME**,
à concurrence de 150 parts, numérotées de 1 à 150, ci : 150 parts
 - **Monsieur Nadir BENKROUIDEM**,
à concurrence de 600 parts, numérotées de 151 à ~~600~~⁷⁵⁰, ci : 600 parts
- Total : **SEPT CENT CINQUANTE** parts, ci : 750 parts

Les associés déclarent que les **SEPT CENT CINQUANTE (750)** parts composant le capital social sont intégralement libérées et qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées.

ARTICLE NEUF - MODIFICATION DU CAPITAL :

AUGMENTATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire du ou des associés.

En cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes, à libérer en numéraire, la décision doit être prise par l'unanimité du ou des associés.

REDUCTION DU CAPITAL

Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective du ou des associés statuant dans les conditions exigées pour la modification des statuts, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la loi ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société, mais celle-ci ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE DIX - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS :

Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social à une part proportionnelle au nombre de parts créées.

Les parts ne seront jamais représentées par des titres autres que les présents statuts, les actes ou décisions qui les modifieront et les cessions de parts régulièrement consenties.

Le ou les associés ne sont engagés et ne sont responsables que jusqu'à concurrence de leurs apports.

ARTICLE ONZE - TRANSMISSION DES PARTS :

FORME

Les cessions de parts sont constatées par écrit.

OPPOSABILITE

L'opposabilité de la cession de parts s'opère par acte notifié à la société par le dépôt au siège social d'un original de l'acte de cession contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

L'opposabilité aux tiers s'opère par le dépôt d'un original de l'acte de cession au Registre du commerce et des sociétés.

DOMAINE DE L'AGREMENT

Toutes les cessions de parts, à titre onéreux ou à titre gratuit, quelles soient entre associés, conjoints, ascendants et descendants ou au profit de toute personne non associée, ne pourront avoir lieu qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés qui devra représenter au moins les trois quarts du capital social.

PROCEDURE D'AGREMENT

En cas de cession projetée à des personnes ou sociétés devant être agréées par les associés, le cédant doit notifier le projet de cession à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec accusé de réception, en indiquant les noms, prénoms et domicile du cessionnaire, le nombre de parts à céder et le prix de la cession.

Les associés réunis en assemblée générale ou consultés par écrit par la gérance dans les huit jours de la notification statuent sur la demande d'agrément dans les trois mois de la première notification.

L'agrément résulte, soit de la notification de la décision de la société par lettre recommandée avec accusé de réception, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois susvisé.

En cas de refus d'agrément, les associés sont tenus d'acquérir ou de faire acquérir les parts à céder dans un délai de trois mois pouvant être prorogé de six mois au maximum par décision de justice.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans un délai de trois mois à compter du refus d'agrément, de réduire son capital et de racheter les parts à céder.

Si aucune solution de rachat n'a pu intervenir dans les délais impartis, le cédant peut réaliser la cession prévue, à condition qu'il détienne ses parts au moins depuis deux ans. Ce délai de deux ans n'est pas opposable en cas de succession, de

liquidation de communauté de bien entre époux ou de donation au profit d'un conjoint, ascendant ou descendant.

PRIX

Dans tous les cas, le prix de cession est déterminé par un expert désigné par les parties ou, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce.

NANTISSEMENT

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

TRANSMISSION PAR DECES OU PAR SUITE DE LIQUIDATION DE COMMUNAUTE ENTRE EPOUX
Les personnes bénéficiaires des parts sociales devront joindre à leur demande d'agrément les pièces justificatives de leur qualité d'héritiers ou d'ayants droit.
Elles ne pourront participer aux décisions des associés autres que celles relatives à leur agrément, tant que ce dernier n'aura pas été obtenu.

ARTICLE DOUZE - REVENDICATION DU CONJOINT COMMUN EN BIENS

En cas de revendication par le conjoint commun en biens d'un associé de son intention d'être associé postérieurement à un apport de biens communs effectué par ledit associé ou à une acquisition de parts sociales effectué par ledit associé aux moyens de biens communs, il ne peut acquérir la qualité d'associé que s'il est agréé par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

En cas de revendication de la qualité d'associé, le conjoint commun en biens d'un associé doit notifier son intention d'être associé à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les associés réunis en assemblée générale ou consultés par écrit par la gérance dans les huit jours de la notification statuent sur la demande d'agrément dans les trois mois de la première notification.

L'agrément résulte, soit de la notification de la décision de la société par lettre recommandée avec accusé de réception, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois susvisé.

En cas de refus d'agrément, le conjoint associé conserve la qualité d'associé pour la totalité des parts sociales.

ARTICLE TREIZE - LA GERANCE :

NOMINATION

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs mandataires, personnes physiques, associés ou non, nommés, avec ou sans limitation de durée, par décision ordinaire des associés.

POUVOIRS

Vis-à-vis des tiers, chacun des gérants est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

Dans ses rapports avec les associés, chacun des gérants peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, leurs pouvoirs pourront être limités par décision **extraordinaire *ordinaire des associés.

Un gérant pourra faire opposition aux actes d'un autre gérant, mais cette opposition ne sera valable dans ses rapports avec les associés que si elle est faite avant que l'opération en cause soit conclue, et, dans ses rapports avec les tiers, que s'il est établi que ceux-ci en ont eu connaissance.

DELEGATION DE POUVOIRS

Chacun des gérants peut, sous sa responsabilité personnelle, conférer toutes délégations spéciales et temporaires pour des opérations déterminées à tout mandataire de son choix.

RESPONSABILITES

Les gérants sont responsables conformément au droit commun, envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux dispositions du Livre Deuxième du Code de Commerce, soit des violations aux présents statuts, soit des fautes commises par eux dans leur gestion.

ACTIVITES

Le ou les gérants ne seront tenus de consacrer à la société que le temps qu'ils jugeront nécessaire à la bonne marche des affaires sociales. En conséquence, ils sont autorisés à consacrer une partie de leur activité à toute entreprise industrielle, commerciale ou artisanale, pourvu qu'elle ne fasse pas concurrence à la présente société.

DEMISSION

Le ou les gérants peuvent se démettre de leurs fonctions, mais seulement en réunissant, au moins 3 mois à l'avance, une assemblée générale ordinaire qui pourvoira à leur remplacement.

DECES OU ABSENCE

En cas de décès ou d'absence légale de l'un des gérants, la gérance sera assurée par le ou les gérants restants. S'il s'agit d'un gérant unique, toutes procurations consenties par lui seront provisoirement maintenues, et le ou les associés,

réunis ou consultés dans le plus bref délai à la requête de l'un quelconque d'entre eux, procéderont à son remplacement et détermineront les attributions, la rémunération et la durée des fonctions du nouveau gérant.

REMUNERATION

En rémunération de leurs fonctions, chacun des gérants aura droit à un traitement qui sera fixé par décision ordinaire du ou des associés, ainsi qu'au remboursement de leurs frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE QUATORZE - LES COMMISSAIRES AUX COMPTES :

Lorsque la société remplira les conditions légales, l'assemblée générale devra désigner un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant.

Toutefois, un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent toujours demander en justice la nomination d'un commissaire aux comptes.

Le commissaire aux comptes effectue toutes vérifications et contrôles et établit les rapports prévus par la loi.

Il est avisé en même temps que le ou les associés des assemblées générales auxquelles il a accès.

ARTICLE QUINZE - LES DECISIONS D'ASSOCIES :

A - LES DECISIONS EN CAS D'ASSOCIE UNIQUE :

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par la loi.

Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

Sa volonté s'exprime par des décisions qui sont constatées par des procès-verbaux établis chronologiquement sur un registre, coté et paraphé dans les mêmes conditions que les registres d'assemblées, et signés par lui.

B - LES DECISIONS EN CAS DE PLURALITE D'ASSOCIES :

I - LES REGLES GENERALES

MODE DE CONSULTATION

Les décisions collectives sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire :

- Lorsqu'elle est demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales,

- Lorsqu'elle a pour objet l'approbation des comptes annuels,

- Lorsqu'elle a pour objet la démission ou la révocation du gérant.

DROIT DE VOTE

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède.

PARTS EN INDIVISION

Chaque part est indivisible à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les propriétaires indivis de parts sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun obligatoirement choisi parmi les associés.

Les propriétaires indivis ne compteront que pour un seul associé pour le calcul de la majorité des associés nécessaire à la validité des décisions.

PARTS GREVEES D'USUFRUIT

Le droit de vote attaché à chaque part appartient au nu-propriétaire pour les décisions visées aux articles L 223-14 et L 223-30 du Code de Commerce, et à l'usufruitier dans tous les autres cas.

Le nu-propriétaire et l'usufruitier des mêmes parts ne compteront que pour un seul associé pour le calcul de la majorité des associés nécessaire à la validité des décisions.

DROIT DE CONVOCATION

En cas de pluralité de gérants, le droit de convocation appartient à chaque gérant.

II - LA TENUE DES ASSEMBLEES.

MODE DE CONVOCATION

La convocation doit être faite par lettre recommandée adressée à chaque associé, 15 jours au moins à l'avance, indiquant les jour, heure et lieu de réunion, ainsi que l'ordre du jour de l'assemblée.

La convocation peut aussi être faite verbalement, à condition que tous les associés soient présents ou représentés à l'assemblée.

LIEU DE REUNION

L'assemblée est réunie au siège social ou en tout autre lieu figurant sur l'avis de convocation.

BUREAU DE L'ASSEMBLEE

L'assemblée générale est présidée par le gérant ou l'un d'eux, s'ils sont plusieurs, ou, si aucun des gérants n'est associé, par l'associé présent et acceptant possédant ou représentant le plus grand nombre de parts.

Le président peut désigner un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

FEUILLE DE PRESENCE

En entrant en séance, les associés présents signent une feuille de présence indiquant les noms et prénoms des associés présents ou représentés et le nombre de parts détenues par chacun d'eux.

Pour satisfaire aux dispositions de l'article 42 du Décret du 23 mars 1967, cette feuille de présence sera annexée au procès-verbal de l'assemblée qui devra y faire référence, en précisant le nombre total des associés présents ou représentés et le nombre total des parts ainsi représentées.

III - LES DECISIONS ORDINAIRES.

OBJET

Les décisions ordinaires ont pour but de statuer sur l'approbation des comptes, l'emploi et la répartition des bénéfices, la nomination ou la révocation des gérants, la fixation du montant des traitements des gérants, et, généralement, sur toutes questions autres que celles emportant modification des statuts.

MAJORITE

Toute décision ordinaire ne sera valablement prise que si elle a été adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si ce chiffre n'est pas atteint sur une première consultation, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la proportion du capital représentée.

IV - LES DECISIONS EXTRAORDINAIRES.

OBJET

Les décisions extraordinaires ont pour but de statuer sur les modifications des statuts et l'agrément des cessionnaires de parts sociales.

QUORUM

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, le quart, et, sur deuxième convocation, le cinquième des parts sociales.

A défaut de ce dernier quorum, la seconde assemblée peut être reportée à une date qui ne peut être postérieure de plus de deux mois à celle à laquelle elle avait été convoquée ; pour cette assemblée prorogée, aucun quorum n'est exigé.

MAJORITE

A l'exception de la procédure d'agrément visée à l'article 11 ci dessus, toute décision extraordinaire ne sera valablement prise que si elle a été adoptée par la majorité des deux tiers au moins des parts sociales détenues par les associés présents ou représentés.

De plus, les associés ne pourront, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société ou obliger l'un des associés à augmenter son engagement social.

V - LES CONSULTATIONS ECRITES.

ENVOI DES DOCUMENTS

La gérance adresse sous pli recommandé avec accusé de réception, au dernier domicile connu de chaque associé, le texte des décisions proposées et les documents nécessaires à l'information des associés.

Les décisions proposées devront être formulées par la gérance avec assez de précision pour que chaque associé puisse exprimer son vote en connaissance de cause, par oui ou par non.

DELAI DE REPONSE

Chaque associé aura un délai minimal de 15 jours à compter de la date de réception du texte des résolutions proposées pour émettre à la gérance son vote par écrit.

Pendant ce délai, chaque associé pourra exiger de la gérance toutes explications complémentaires qu'il jugera utiles sur les résolutions proposées.

PROCES VERBAL

Dans les 30 jours de l'expiration du délai de réponse accordé aux associés pour émettre leur vote, la gérance devra leur adresser le procès-verbal de la décision prise.

Ce procès-verbal devra contenir le texte des décisions prises, l'indication des associés ayant voté pour ou contre, et du nombre de parts possédées pour chacun d'eux.

ARTICLE SEIZE - LES COMPTES ANNUELS ET L'AFFECTATION DES RESULTATS :

Il est tenu une comptabilité des opérations sociales conforme aux dispositions légales.

A la clôture de chaque exercice, le gérant dresse les comptes annuels et établit le rapport de gestion.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins, pour constituer la Réserve Légale, jusqu'à ce qu'elle atteigne 10% du capital social.

Le bénéfice distribuable à titre de dividende est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est distribué à l'associé unique ou réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de part appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge opportun d'affecter au compte Autres Réserves.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

L'assemblée générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

ARTICLE DIX SEPT - LA DISSOLUTION ET LA LIQUIDATION DE LA SOCIETE :

En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, il sera procédé aux opérations de liquidation et de partage conformément aux articles L 237-2 à L 237-13 du Code de Commerce.

De plus, et conformément aux dispositions des articles L 237-25 à L 237-27 du Code de Commerce, le ou les liquidateurs désignés devront convoquer, au moins une fois par an, l'assemblée des associés pour statuer sur les comptes annuels.

Le partage des capitaux propres subsistant après remboursement du nominal des parts sera effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

ARTICLE DIX HUIT - REFERENCE AUX DISPOSITIONS LEGALES :

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il sera fait application des dispositions légales et réglementaires en vigueur et à celles qui le seront en matière de sociétés commerciales.

ARTICLE DIX NEUF - CONTESTATIONS :

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre les associés, les gérants et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Statuts constitutifs en date à SAINT ETIENNE (Loire) du 17 juillet 2007.

Statuts mis à jour lors de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 7 novembre 2008

Statuts mis à jour lors de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 14 mars 2014 et ensuite d'une cession de parts en date du 14 mars 2014